

## Ben Gvir fait monter la pression sur les prisonniers palestiniens

### Description

Par Baker Zoubi, le 24 janvier 2023

*De la restriction des visites à la demande de la peine de mort, le ministre de la sécurité nationale a commencé à déployer sa vision plus dure des prisons israéliennes.*



---

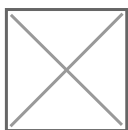
Vue d'un exercice pour les gardiens de prison des autorités pénitentiaires israéliennes, prison de Gilboa, le 5 décembre 2022. (Avshalom Sassoni/Flash90)

Depuis sa prise de fonction en tant que ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir a placé la question des prisonniers politiques palestiniens en tête de ses priorités. Dès début janvier, il a visité la prison de Nafha, récemment reconstruite, dans le Naqab/Negev, pour « s'assurer que les assassins de juifs ne bénéficient pas de meilleures conditions suite à la construction des nouvelles cellules », et a encouragé l'accrochage du drapeau israélien à l'entrée de chaque pavillon. Il a également ordonné au Service pénitentiaire israélien (IPS) de restreindre les visites des membres de la Knesset aux prisonniers de sécurité à des visites qui sont habituellement effectuées par des représentants arabes en autorisant seulement un MK (Membre de la Knesset) de chaque parti à les visiter.

En outre, le ministre a primé la police pour avoir autorisé des « célébrations », dont l'agitation de drapeaux palestiniens, dans le village arabe de Ara après la libération du citoyen palestinien Karim Younis, le plus ancien prisonnier d'Israël, après 40 ans derrière les barreaux. « Tant que le gouvernement n'aura pas adopté une loi imposant la peine de mort aux terroristes, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour qu'ils quittent la prison dans la honte », a-t-il déclaré.

Ces mesures font suite à la propagande prélectorale de Ben Gvir concernant les « prisonniers de sécurité », dans laquelle il s'est engagé à mettre fin à ce qu'il a décrit comme les « conditions horribles » dont les détenus palestiniens sont censés bénéficier. A plusieurs reprises, lorsqu'il était opposé à l'opposition, Ben Gvir a tenté de harceler des prisonniers palestiniens en grève de la faim, et s'est même battu avec Ayman Odeh, alors chef de la Liste commune, à l'hôpital. Il a également régulièrement critiqué l'IPS et le ministre de la Sécurité publique de l'époque, Omer Bar-Lev, chaque fois qu'un accord était conclu avec des prisonniers qui avaient entamé une grève de la faim.

Maintenant au pouvoir, il semble traduire ses opinions agressives en politique. L'accord de coalition signé avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu comprend une clause approuvant ce qu'il réclame depuis des années : la peine capitale pour les « terroristes ». Quelques jours après la prise de fonction de Ben Gvir, l'IPS a annoncé qu'il allait disperser des dizaines de prisonniers palestiniens de haut rang, dont la figure politique de premier plan Marwan Barghouti, afin de briser les « centres de pouvoir » à l'intérieur des prisons. Bien que cette décision ait été prise avant les élections, elle a été perçue comme un élément du soutien de Ben Gvir à la fin du système actuel dans lequel les prisonniers sont placés dans des quartiers en fonction de leur affiliation à un parti (Fatah, Hamas, FPLP, etc.).



Le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir lors d'une cérémonie de remplacement du ministre sortant Omer Bar-Lev, à Jérusalem, le 1er janvier 2023. (Olivier Fitoussi/Flash90)

L'ordre de limiter les visites des MK aux prisonniers politiques est en fait le renouvellement d'une décision prise par le ministre de la Sécurité publique de l'époque, Gilad Erdan, en 2016, après que l'ancien MK de Balad, Basel Ghattas, ait été condamné pour avoir utilisé son immunité parlementaire pour faire passer des téléphones portables aux prisonniers. Mais la décision de Ben Gvir semble avoir accentué la pression sur les MK palestiniens, qui peuvent craindre que le gouvernement n'ouvre un nouveau front d'incitation contre eux ; aucun membre en exercice de la Knesset n'a encore rendu visite au prisonnier libéré Younis, alors que certains d'entre eux lui avaient rendu visite lorsqu'il était incarcéré.

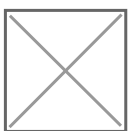
## De nombreux prisonniers n'ont plus rien à perdre

« Ben Gvir n'a rien apporté de nouveau, il essaie juste de faire les gros titres dans les médias », a déclaré Ghattas, dont le cas a entraîné le changement initial de la procédure pour les visites en prison. « Erdan était tout aussi extrême, cruel et fasciste que Ben Gvir, mais il était sérieux dans sa décision. Chaque membre de la Knesset a le droit de rendre visite aux prisonniers pour s'informer de leur situation et de leurs conditions. Si les députés arabes n'ont vraiment pas rendu visite à Karim Younis après sa libération, cela signifie qu'ils avaient très peur de la réaction de la rue israélienne, ce qui est très malheureux. »

L'ancien député Taal Osama Saadi, qui a rendu visite à Younis en prison il y a quelques mois, a déclaré qu'il y avait eu une amélioration concernant les visites aux prisonniers palestiniens pendant le mandat du gouvernement précédent. Il a expliqué qu'après la décision d'Erdan, il a, avec l'ancien MK Hadash Yousef Jabareen et le centre juridique Adalah, adressé une pétition à la Haute Cour israélienne demandant que tous les MK soient autorisés à rendre visite aux prisonniers, au motif que la décision d'Erdan viole leur immunité parlementaire. Mais la cour a choisi de ne pas intervenir.

« Au cours de l'année écoulée, nous avons bien progressé », a poursuivi Saadi. « Nous avons tenu plusieurs réunions avec le président de la Knesset [de l'époque], Mickey Levy, le ministre Omer Bar-Lev et le conseiller juridique de la Knesset, et nous sommes parvenus à un accord pour autoriser à nouveau les visites. J'ai soumis une demande de visite à Marwan Barghouti et Karim Younis. Le ministre de la Sécurité publique a accepté de rendre visite à Younis et s'est opposé à la visite de Barghouti. Ce que Ben Gvir essaie de faire, c'est empêcher les députés de remplir leurs fonctions, de voir les conditions de détention et d'entendre les plaintes des prisonniers. »

Saadi a affirmé que le fait qu'aucun MK en exercice n'ait rendu visite à Younis après sa libération est une coïncidence. « Rien n'empêche les membres de la Knesset de lui rendre visite », a-t-il déclaré. « Et ils lui rendront certainement visite. Il n'est pas vrai que l'incitation des médias israéliens et des représentants de la droite les dissuade. Cette incitation existe depuis longtemps. »



---

Des manifestants se tiennent en solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens à la prison de Damoun, Haïfa, le 4 décembre 2021. (Heather Sharon Weiss/Activestills)

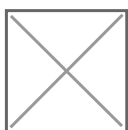
Abeer Baker, un avocat qui représente de nombreux prisonniers de sécurité, a déclaré à +972 que le conseiller juridique de la Knesset pourrait s'opposer à la décision bloquant les visites de prisons MK en raison de l'atteinte au statut parlementaire, mais il n'est pas certain que le conseiller veuille entrer dans une confrontation avec le président de la Knesset et le gouvernement. Baker estime également que si l'affaire revient devant la Haute Cour, celle-ci choisira à nouveau de ne pas intervenir.

Comme Ghattas, Baker pense que Ben Gvir est plus fort dans sa provocation que dans sa mise en œuvre lorsqu'il s'agit des prisonniers. Elle souligne que l'IPS lui-même prétend que les prisonniers s'organisent dans les quartiers en fonction de leur appartenance à un parti, contrairement à l'intention de Ben Gvir de les disperser. « Il y a des prisonniers qui demandent aujourd'hui à ne pas être associés à une organisation, parce que cela rend leurs conditions plus difficiles [en raison des politiques de l'IPS envers les différentes factions] », a-t-elle déclaré. « La plupart des prisonniers de l'Intifada des couteaux » (une vague d'attaques individuelles qui a commencé fin 2015) n'appartiennent à aucun parti, mais l'IPS insiste pour les associer à un. »

Baker explique que les prisonniers palestiniens obtiennent généralement de meilleures conditions grâce à leurs grèves et leurs luttes contre les autorités derrière les murs de la prison, tout en sachant mobiliser le public palestinien derrière leur cause. L'IPS et l'establishment sécuritaire en sont conscients, et se méfient donc d'un affrontement.

« Ceux qui pensent qu'il est possible de mettre davantage de pression sur les prisonniers se trompent, car leurs conditions sont le minimum du minimum », explique-t-elle. « On leur a refusé une formation universitaire, et l'argent qu'ils reçoivent ne leur suffit même pas pour la cantine. » « Tout ce qui reste aujourd'hui à ces prisonniers, ce sont des visites familiales et deux heures de promenade dans la cour. Si [Ben Gvir] décide de les priver de ces choses par vengeance et racisme, les prisonniers sauront comment réagir. Beaucoup d'entre eux n'ont plus rien à perdre : ils ont été condamnés à la prison à vie, il n'y a aucun espoir d'être libérés, et il n'y a aucun espoir de solution politique. »

Et pourtant, dans le cas où Ben Gvir déciderait de supprimer ces derniers droits, Baker ne s'attend pas à ce que les tribunaux israéliens interviennent en faveur des prisonniers, ce qui risque de contraindre de nombreux prisonniers à ne même pas prendre la peine de se tourner vers la voie légale. « Nuire aux prisonniers et les priver du minimum qu'il leur reste conduira à une flambée dans les prisons, ce qui conduira inévitablement à une escalade majeure à l'extérieur des prisons également », a-t-elle déclaré.



Vue d'un exercice pour les gardiens de prison des autorités pénitentiaires israéliennes, prison de Gilboa. Le 5 décembre 2022. (Avshalom Sassoni/Flash90)

## Ben Gvir pense que ces sujets lui feront gagner des points ».

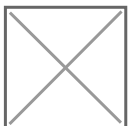
Ghattas, qui a passé deux ans en prison, se souvient qu'un comité créé par l'ancien ministre Erdan à l'époque avait recommandé « de nombreuses mesures d'abus contre les prisonniers, allant jusqu'à de petits détails comme retirer les chaises des cours de la prison, les empêcher de préparer leur propre nourriture, et réduire ou même supprimer la cantine ». Mais ces recommandations n'ont finalement pas été appliquées.

« Après les menaces des prisonniers et une grève de la faim, l'état est revenu sur ses décisions. C'est ce qui se passera si Ben Gvir continue ses tentatives de harcèlement des prisonniers », a déclaré Ghattas, ajoutant que la menace de démanteler le système d'affiliation aux partis au sein des prisons créerait « un énorme chaos, ce que l'IPS ne veut pas. »

Ghattas doute également qu'Israël interfère avec le transfert de fonds des familles aux prisonniers leur permettant d'acheter des produits de la cantine de la prison. « Israël bénéficie de ces fonds », a-t-il expliqué. « Si les prisonniers cessent d'acheter de la nourriture à la cantine, la direction de la prison devra leur fournir suffisamment de nourriture conformément à ce qui est requis par la loi. »

Bien que la Haute Cour ait décidé que la surface minimale des quartiers d'habitation d'un prisonnier doit être de 4,5 mètres carrés, Saadi a déclaré que cela ne s'applique pas aux détenus de haute surveillance. « Ils sont dans de très vieilles prisons, la plupart datant de l'époque du mandat [britannique]. Les prisonniers n'ont pas le droit de s'absenter, ils ne sont pas autorisés à se marier ou à parler au téléphone », a-t-il expliqué. Ils n'ont pas non plus droit à une réduction d'un tiers de leur peine, comme c'est le cas des prisonniers criminels.

Saadi a également du mal à croire que la demande de Ben Gvir d'imposer la peine de mort sera mise en œuvre. « Les tribunaux militaires, selon la loi actuelle, peuvent prononcer la peine de mort avec l'approbation de trois juges, mais ils ne le font pas en raison de l'opposition de l'establishment politique et sécuritaire », a-t-il déclaré. « Younis a été condamné à la peine de mort dans un premier temps, mais ils ont changé cette peine en emprisonnement à vie, puis en 40 ans. »



La famille et les amis saluent le Palestinien condamné Karim Younis, qui a été libéré après 40 ans d'emprisonnement dans une prison israélienne, à Arara, le 5 janvier 2023. (Jamal Awad/Flash90)

Saadi Ã©tait prÃ©sent Ã la tente de bienvenue de Younis Ã â??Ara lorsque la police israÃ©lienne a tentÃ© de faire irruption et de disperser les cÃ©lÃ©brations, mais a Ã©chouÃ© Ã la fois en raison de la rÃ©sistance des personnes prÃ©sentes et parce quâ??ils ne pouvaient pas faire grand-chose contre une tente Ã©rigÃ©e dans la cour dâ??une maison privÃ©e. Ã« Il convient de mentionner que des ministres du gouvernement ont rendu visite Ã Elor Azaria et aux assassins dâ??Arabes, et personne nâ??a dit un mot Ã», a ajoutÃ© Saadi. Il a Ã©galement notÃ© que lâ??ordre de Ben Gvir dâ??empÃªcher le brandissement de drapeaux palestiniens est illÃ©gal, et quâ??il se heurterait de toute faÃ§on Ã la rÃ©sistance des Palestiniens en IsraÃ©l, dont beaucoup ont affichÃ© des drapeaux palestiniens sur les rÃ©seaux sociaux en signe de protestation.

Ã« Il est clair que Ben Gvir pense que ces questions lui feront gagner des points, mais la vÃ©ritÃ© est que si le nouveau gouvernement les adopte, câ??est une bonne chose Ã», a dÃ©clarÃ© Saadi, car cela montrerait au monde lâ??Ã©tendue des abus dâ??IsraÃ©l.

Le plus grand danger, cependant, rÃ©side dans dâ??autres mesures que le gouvernement pourrait prendre, comme la rÃ©vocation de la citoyennetÃ© israÃ©lienne ou de la rÃ©sidence Ã JÃ©rusalem des prisonniers palestiniens. Lâ??annÃ©e derniÃ¨re, la Haute Cour a approuvÃ© la politique de rÃ©vocation de la citoyennetÃ© Ã lâ??encontre des personnes condamnÃ©es pour Ã« attaques terroristes Ã» ou Ã« manquement Ã la loyautÃ© envers lâ??Ã©tat Ã» et, ce mois-ci, la Knesset a avancÃ© une lecture prÃ©liminaire dâ??un projet de loi, soutenu par 70 dÃ©putÃ©s, qui rÃ©voquerait la citoyennetÃ© ou la rÃ©sidence des prisonniers sâ??ils recevaient des allocations de lâ??AutoritÃ© palestinienne.

Ã« Câ??est beaucoup plus dangereux que les dÃ©clarations de Ben Gvir Ã», a averti Saadi, Ã« car il sâ??agit de mesures pratiques et lâ©gales, que mÃªme les partis dâ??opposition ont soutenues. Ã»

Source: [+972 Magazine](#)

**Baker Zoubi** est un journaliste de *Kufr Misr* qui vit actuellement Ã Nazareth. Baker travaille dans le domaine du journalisme depuis 2010, dâ??abord comme reporter pour des mÃ©dias arabes locaux, puis comme rÃ©dacteur du site web *Bokra*. Aujourdâ??hui, il travaille Ã©galement en tant que chercheur et rÃ©dacteur pour des programmes tÃ©lÃ©visÃ©s sur les chaÃªnes Makan et Musawa. Il Ã©crit et publie sur sa page Facebook divers articles dâ??opinion sur la politique et les questions sociales liÃ©es Ã la sociÃ©tÃ© palestinienne. RÃ©cemment, il a Ã©galement commencÃ© Ã Ã©crire pour *Local Call*.

## Tags

1. Ben Gvir
2. IPS
3. Israel Prison Service
4. Knesset
5. prison
6. prisonniers

**date crÃ©Ã©e**  
2023/02/01